

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

01 octobre 2026

Les demandes de la jeunesse sont légitimes : des lieux d'apprentissage où elle n'a pas froid l'hiver et où elle ne subit pas la canicule l'été, des professeurs en nombre suffisant, dans des classes qui ne soient pas surchargées, pour les accompagner dans leur émancipation.

Les étudiants leur emboîtent le pas, pour défendre une Université réellement universelle et le droit de ne pas avoir à choisir entre étudier, manger ou se loger.

C'est une jeunesse anxieuse qui se mobilise et il faut savoir l'écouter.

Alors qu'elle s'adresse à nous, le gouvernement la méprise et ne comprend rien.

Une nation ne doit pas avoir peur de sa jeunesse.

Une nation ne doit pas fuir le dialogue et répondre en réprimant.

Je suis nostalgique d'un temps où une délégation était reçue, un médiateur nommé, une intersyndicale écoutée, permettant une évolution de la réponse politique.

Je condamne tous les actes de violences plus encore sur des mineurs, et appelle à la responsabilité pour garantir à chacun en France le droit d'exprimer son opinion, à manifester, tout simplement à être un citoyen actif.

Contester, revendiquer, crier sa colère, avec toute la détermination qu'implique un combat se fait avec des mots, des rassemblements pacifiques, la force du nombre.

Je condamne aussi avec la plus grande fermeté les actes de violence et de destruction du patrimoine qui mobilisent les forces de l'ordre, les pompiers, et qui portent atteinte à l'intégrité physique des élèves, des enseignants, des chefs d'établissement et de tout personnel de la communauté éducative.

Le gouvernement doit apaiser la situation, appeler au dialogue et garantir la protection physique des jeunes, sans mettre le feu aux poudres avec des propositions insensées telles qu'augmenter les frais d'inscription notamment pour les BTS.

Ma porte est ouverte pour dialoguer.

Ce n'est que dans le calme que nous pourrons avancer collectivement.